

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 02/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DURAND RECUPERATION SAS

83 avenue Joliot Curie

ZI St Césaire

30900 ST CESAIRE

Références :
Code AIOT : 0006600613

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement DURAND RECUPERATION SAS implanté 83, avenue Joliot Curie 30000 Nîmes. L'inspection a été annoncée le 23/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DURAND RECUPERATION SAS
- 83, avenue Joliot Curie 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006600613
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux, de métaux, d'alliages, de déchets de métaux et l'installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage, exploités par la SAS DURAND-RECUPERATION à NÎMES sur un terrain d'une superficie de 1,3 ha, sont réglementés par l'arrêté préfectoral n° 12.017N du 15 février 2012 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°17.003N du 6 janvier 2017, au titre des rubriques listées ci-après de la nomenclature des installations classées :

- 2712, sous le régime de l'autorisation, pour une surface de 1700 m²;
- 2713-1, sous le régime de l'autorisation, pour une surface de 6200 m²;
- 2718-1, sous le régime de l'autorisation, pour une quantité de déchets dangereux (batteries) susceptibles d'être présents de 25 t;
- 2791-1, sous le régime de l'autorisation, pour une quantité de déchets traités de 130 t/j.

L'agrément n°PR 30.00011.D délivré à la SAS DURAND RECUPERATION pour ses installations de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage a été renouvelé par l'arrêté préfectoral n° 18.040N du 20 mars 2018.

L'établissement comprend :

- une activité de récupération de carcasses de véhicules hors d'usage et de déchets métalliques divers au titre de la rubrique 2712 correspondant à une superficie de 1700 m²,
- des aires de stockage de ferrailles (6200 m²),
- un hangar couvert de 1700 m² destiné au stockage des métaux non ferreux,
- un auvent couvert pour le stockage des batteries,
- des locaux à usage de bureaux, sanitaires et vestiaires,
- un local à usage de magasin et d'entretien mécanique,
- une aire de lavage, un poste de distribution de carburant,
- une cisaille-presse,
- un compacteur,
- une zone de découpage au chalumeau au sud du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative des installations et conditions d'exploitation
- stratégie de défense contre l'incendie
- prévention des pollutions
- traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Liste des déchets admis sur le centre	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Cuvettes de rétention.	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.10.11.	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
13	Conception générale des installations.	Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 1.1.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Information des apporteurs de déchets	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 1.10. Agrément Article 3.1. Conditions générales d'admission Article 3.6. Conditions d'exploitation	/	Sans objet
5	Clôtures	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 2.1.4.	/	Sans objet
6	Accès, voies et aires de circulation.	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 2.1.6.	/	Sans objet
8	Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures.	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.7.	/	Sans objet
9	Contrôle des rejets.	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.9.3.	/	Sans objet
10	Points de rejet.	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.9.1.	/	Sans objet
12	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.11.	/	Sans objet
14	Matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 10.8.	/	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 10.12.	/	Sans objet
16	Entretien des moyens de secours.	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 10.11.1.	/	Sans objet
17	Prélèvement et consommation en eaux.	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.2.	/	Sans objet
18	Réseau d'alimentation en eau potable.	Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.3.	/	Sans objet
19	DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DE TRANSFERTS DE POLLUANTS...	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 > II.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater le dépassement de la quantité maximale de métaux non ferreux que l'exploitant est autorisé à stocker sur son site par l'arrêté préfectoral du 15 février 2012, fixée à 100 tonnes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Sur le registre chronologique des déchets entrants présenté par l'exploitant, l'inspection a constaté lors de la visite du 12/04/2023 qu'il manquait certaines des informations requises listées à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 susvisé.</p> <p>Par courriels du 14/04/2023 et du 02/05/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des extraits de son registre des déchets entrants complété des informations manquantes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Sur le registre chronologique des déchets sortants présenté par l'exploitant, l'inspection a constaté lors de la visite du 12/04/2023 qu'il manquait certaines des informations requises listées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 susvisé.</p> <p>Par courriels du 14/04/2023 et du 02/05/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des extraits de son registre des déchets sortants complété des informations manquantes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Liste des déchets admis sur le centre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Seuls sont admis sur le centre les déchets, listés ci-après et selon les quantités et les modalités de stockage et de conditionnement définies comme il suit: tableau des déchets entrants
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un inventaire des quantités de déchets présents sur le site les 28/02/2023 et 30/03/2023 indiquant la présence à ces dates de, respectivement, 288 et 244 tonnes de métaux non ferreux , qui dépassent la quantité maximale de 100 tonnes autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 février 2012. Ce constat constitue un fait non conforme à l'article 1.5. de l'arrêté préfectoral du 15 février 2012.
Observations : L'exploitant indique que ces dépassements sont dus au stockage de déchets de laiton sur le site, dont les quantités entreposées sur une longue période (supérieure à un an) conduisent à dépasser la limite autorisée pour l'ensemble des métaux non ferreux. Il devra régulariser sa situation administrative vis à vis de son arrêté d'autorisation, soit en réduisant sous 3 mois la quantité stockée de déchets nobles sur son site sous la limite des 100 tonnes autorisée, soit en transmettant à Madame la préfète du Gard une demande de modification de la quantité maximale autorisée pour ces déchets dans un délai de 6 mois, en justifiant de l'avancement de cette démarche sous 3 mois. Par courriel du 13/04/2023, l'exploitant a informé l'inspection de son souhait de faire évoluer son arrêté préfectoral par un porter à connaissance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Information des apporteurs de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 1.10. Agrément Article 3.1. Conditions générales d'admission Article 3.6. Conditions d'exploitation
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La liste des déchets admis sur le centre, les horaires d'ouverture du centre ainsi que le n° d'agrément VHU et la date de fin de validité de celui-ci doivent être affichés et visibles depuis l'entrée sur le site.
Constats : Lors de sa visite du 20 janvier 2016, l'inspection avait constaté que la liste des déchets admis sur le centre, les horaires d'ouverture du centre ainsi que le n° d'agrément VHU et la date de fin de validité de celui-ci n'étaient pas affichés ni visibles depuis l'entrée sur le site. Ces constats constituaient des faits non conformes aux dispositions des articles 1.10., 3.1. et 3.6. de l'arrêté préfectoral du 15 février 2012. Lors de la visite du 12 avril 2023, il a été constaté que ces informations étaient affichées sur la vitre du local d'accueil à l'entrée du site et bien visibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 2.1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin d'en interdire l'accès, le site est entouré d'une clôture défensive de 2 m de hauteur au moins, constitué de murs pleins. Afin de minimiser les nuisances visuelles induites par l'activité de l'établissement, la clôture est doublée par une haie d'arbres à feuilles persistantes sur les façades Sud Sud Est du site. La hauteur des ferrailles et déchets métalliques stockés ne doit pas dépasser celle des dites haies. Dans tous les cas, la hauteur ne dépasse pas 4 mètres. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit et toutes les issues sont fermées à clé.
Constats : Lors de la visite du 20 janvier 2016, l'inspection a constaté que le doublage de la clôture au sud et au sud-est du site n'avait pas été réalisé sur la totalité de la façade, ce qui constituait un fait non conforme aux prescriptions de l'article 2.1.4. de l'arrêté préfectoral du 15 février 2012. Lors de la visite du 12 avril 2023, il a été constaté que la clôture au sud et au sud-est du site a été doublée sur toute sa façade par des caisses métalliques et des containers maritimes dépassant 2 mètres de hauteur, supportant des jardinières plantées de végétaux, permettant de masquer les ferrailles et déchets métalliques stockés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Accès, voies et aires de circulation.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 2.1.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. L'accès à toute zone dangereuse doit être interdit. Une signalisation appropriée (en contenu et en implantation) indique les dangers et les interdictions d'accès, d'une part sur les voies d'accès, et d'autre part sur la clôture. Le bâtiment et ses abords sont facilement accessibles par les services d'incendie et de secours. Les aires de circulation, les accès et les voies sont aménagés, entretenus, réglementés, pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté en toute circonstance. Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont revêtues (béton, bitume, etc.) et convenablement nettoyées. Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation.
Constats : L'inspection a fait les constats suivants: - l'accès au site est interdit au public par une clôture fermée par un portail en dehors des heures d'ouverture; - des panneaux bien visibles affichés des deux côtés de la voie d'accès aux aires aux zones de stockage, de manipulation et de traitement des déchets indiquent les dangers et les interdictions d'accès à ces zones; - un plan est affiché sur la vitrine d'accueil indiquant les dangers et les interdictions d'accès; - les bâtiments et leurs abords sont facilement accessibles par les services d'incendie et de secours; - les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès sont nettement délimitées, revêtues, convenablement nettoyées et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aqueuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des décanteurs-séparateurs est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an pour celui associé à l'aire de lavage et deux fois par an pour celui associé à l'aire de travail des métaux et de stockage des ferrailles. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage des séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Lors de la visite du 20 janvier 2016, l'inspection a constaté que la périodicité de deux opérations de nettoyage et vidange des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures associés à l'aire de travail des métaux et de stockage des ferrailles (réseau n° 2) n'avait pas été respectée au cours de l'année 2015, ce qui constituait un fait non conforme aux prescriptions de l'article 5.7. de l'arrêté préfectoral du 15 février 2012. Lors de la visite du 12 avril 2023, l'exploitant a présenté à l'inspection les BSD émis par CHIMIREC SOCODELI pour l'évacuation des boues et eaux issus des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures lors des dernières opérations de nettoyage et vidange de ces dispositifs réalisées en dates des 21/12/2022 et 29/03/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle des rejets.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.9.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aqueuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Les paramètres à contrôler sont : PH, MES, DCO, DBO5, N.Total, P.Total, HCT. Les analyses sont réalisées selon une périodicité annuelle.
Constats : Lors de la visite du 20 janvier 2016, l'inspection a constaté que la périodicité annuelle des contrôles des rejets d'eaux résiduaires n'avait pas été respectée depuis la parution de l'arrêté préfectoral de 2012, ce qui constituait un fait non conforme aux prescriptions de l'article 5.9.3. de l'arrêté préfectoral du 15 février 2012. Lors de la visite du 12 avril 2023, l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport d'analyses faites sur les rejets d'eaux résiduaires par CERECO en date du 29/03/2023 sur les paramètres requis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Points de rejet.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.9.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aqueuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs du tableau ci-après : Paramètres / Seuils limites: pH 5,5 à 8,5 Température 30°C Composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés Interdits MEST 35 mg/l DBO5 30 mg/l DCO 125 mg/l Azote total 15 mg/l Phosphore total 2 mg/l Hydrocarbures totaux 5 mg/l
Constats : Les résultats d'analyse des échantillons prélevés le 29/03/2023 sont conformes aux valeurs limites de rejet prescrites à l'article 5.9.1. de l'arrêté préfectoral du 15/02/2012 sur les paramètres listés à l'article 5.9.3. .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Cuvettes de rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.10.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aqueuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés dotés de dispositifs de rétention, stockés dans des lieux couverts. La zone de stockage sur fosse étanche et résistante aux acides permet de recueillir les égouttures et fuites éventuelles.</p> <p>Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux couverts dotés d'un dispositif de rétention.</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler. Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. [...]</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ; • dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres. <p>[...]</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que les batteries étaient entreposées dans des palox spécifiques stockés dans un local, hormis 3 batteries stockées sur le sol du local à côté de l'entrée. L'exploitant a expliqué qu'il s'agissait d'un oubli de l'opérateur et les a remis dans le palox avec les autres.</p> <p>Toutefois, il a été constaté l'absence de cuvette de rétention sous un bidon contenant des hydrocarbures stocké dans l'atelier de dépollution, simplement disposé sur une palette en bois.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux prescriptions de l'article 5.10.1.1. de l'arrêté préfectoral du 15/02/2012 susceptible de suites s'il n'est pas rapidement corrigé.</p>
Observations : L'exploitant veillera à ce que les batteries soient entreposées dans les conteneurs prévus pour leur stockage à l'intérieur du local dédié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.11.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions aqueuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement des structures, afin que les eaux soient récupérées ou traitées de manière à prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les eaux d'extinction sont confinées à l'intérieur du site au niveau du réseau de collecte des eaux pluviales (mise en place d'un système d'obturation du réseau) et d'un bassin de rétention d'une capacité de 80 m3 situé au sud du site. Toutes les eaux d'extinction sont dirigées par la pente de la plateforme vers le bassin de rétention et le réseau de collecte des eaux pluviales. L'ensemble du site est entouré d'un mur plein qui assure le confinement des eaux. Les ouvertures sont situées sur des points hauts qui interdisent la sortie de ces eaux à l'extérieur. Les vannes d'isolement sont repérées et facilement accessibles en permanence.
Constats : Lors de la visite du 20 janvier 2016, l'inspection a constaté que le confinement des eaux d'extinction n'était pas assuré en raison de la présence de trous et d'orifices d'évacuation des eaux pluviales, réalisés dans les murs de clôture. De plus les réseaux enterrés d'évacuation des eaux de pluie n'étaient pas munis d'obturateurs ou de vannes d'isolement. Lors de la visite du 12 avril 2023, il a été constaté que les panneaux métalliques disposés le long de la clôture sud-est au niveau du point bas du site ne présentaient pas de trou permettant aux eaux d'extinction de s'écouler au-dehors du site. De plus, l'exploitant a informé l'inspection qu'il avait mis en place un bassin de rétention enterré pour recueillir ces eaux d'extinction, en justifiant ses déclarations par des photos du chantier montrant la pose des parois et de la dalle en béton de ce bassin implanté sous la dalle au point bas du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Conception générale des installations.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments et les locaux doivent être conçus, aménagés et entretenus de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Les éléments porteurs des structures métalliques des bâtiments doivent être protégés de la chaleur lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre ou peut compromettre les conditions d'intervention. Le bâtiment et les dépôts sont facilement accessibles par les services d'incendie et de secours. Les aires de circulation, les accès et les voies sont aménagés, entretenus, réglementés, pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté en toute circonstance. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteur équipé. A l'intérieur du hangar, des allées de circulation doivent être aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. En fonctionnement normal, les locaux comportant des zones de sécurité sont ventilés convenablement de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeurs inflammables. Le hangar de 1 200 m ² de surface est utilisé exclusivement pour le stockage de métaux non ferreux. En l'absence de dispositifs en toiture dudit hangar d'exutoires permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie, la protection contre le risque d'incendie du hangar est renforcée par la mise en place d'une installation de détection automatique d'incendie reliée à un dispositif d'alerte et par le déplacement, à l'intérieur du hangar du robinet d'incendie positionné à proximité afin de constituer un moyen d'extinction complémentaire aux extincteurs.
Constats : Il a été fait les constats suivants lors de la visite : - le bâtiment et les dépôts sont facilement accessibles par les services d'incendie et de secours du fait que l'une des façades du bâtiment de stockage des métaux non ferreux est équipée de larges ouvrants, que le hangar abritant des stocks de métaux et les batteries est un auvent ouvert sur 2 côtés, et que les aires de circulations sont suffisamment larges et dégagées pour permettre la circulation des engins de secours; - à l'intérieur du hangar, de larges allées de circulation sont aménagées entre les stockages; - le hangar est équipé de détecteurs automatiques d'incendie et un robinet d'incendie est positionné à l'intérieur du hangar. Toutefois, il a été constaté que le hangar de 1 200 m ² de surface utilisé pour le stockage de métaux non ferreux abritait également des véhicules de l'établissement. De plus, les dispositifs de détection de fumées n'étaient pas reliés au dispositif d'alarme GSM installé sur le site. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 1.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/01/2017 qu'il convient de corriger rapidement.
Observations : Par courriel du 02/05/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis daté du 30/04/2023 émis par la SARL Gard Électricité, pour le raccordement des dispositifs de détection de fumées du hangar de stockage de métaux non ferreux au système d'alarme GSM du site, devis contresigné par l'exploitant. L'exploitant transmettra un justificatif de réalisation de cette prestation dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 10.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art, notamment aux normes UTE et aux dispositions du décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 et ses textes d'application.[...]Des rapports de contrôle, effectués tous les ans par un organisme compétent, doivent être établis et doivent être mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de vérification périodique des équipements électriques de l'établissement, réalisée en date du 12/07/2022 par la société ALFA Contrôle, sans observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 10.12.
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après : • 37 extincteurs répartis sur tout le site (à proximité du matériel, des zones de stockage, dans les locaux de chaque engin) dont 4 extincteurs à poudre polyvalente de 50 kg sur roue et 4 extincteurs CO2, • présence d'un extincteur homologué 34 B minimum toujours à proximité du poste de découpage au chalumeau, • présence de point d'eau avec tuyaux d'arrosage sur les zones de travail (zone stockage et dépollution VHU, hangars de stockage des métaux et d'entretien des engins), • présence d'une défense incendie au niveau de la zone de dépollution des VHU composée d'une réserve d'eau de 3000 l et d'une lance incendie sous pression (6 bars), • stocks de sable (absorbant minéral), • poteau d'incendie normalisé de 100 mm de diamètre situé sur l'avenue Joliot Curie. En outre, les consignes sont affichées en cas d'accident ou d'incendie ainsi que les coordonnées téléphoniques des centres de secours. Le personnel subit une formation à la lutte contre l'incendie. Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge de façon à les repérer facilement.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté la présence sur le site de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une trentaine d'extincteurs répartis sur tout le site (à proximité du matériel, des zones de stockage, dans les locaux de chaque engin) dont 2 extincteurs à poudre polyvalente de 50 kg sur roue et 4 extincteurs CO2, - 3 RIA sous la grue, dont 2 situés dans le local technique de la cisaille raccordés à une cuve de 1200 l à remplissage automatique et 1 au réseau AEP, - un extincteur à proximité du poste de découpage au chalumeau, - un point d'eau avec tuyaux d'arrosage sur les zones de travail (zone stockage et dépollution VHU, hangars de stockage des métaux et d'entretien des engins), - une défense incendie au niveau de la zone de dépollution des VHU composée d'une réserve d'eau de 6000 l et d'un RIA avec émulseur, - des stocks de sable (absorbant minéral), - un poteau d'incendie situé sur l'avenue Joliot Curie et un autre situé avenue Pavlov, plus proche, - de consignes incendie avec coordonnées téléphoniques des centres de secours affichées sur la vitre du local d'accueil à l'entrée. <p>Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge et sont repérables facilement.</p>
<p>Ce matériel a été vérifié en date du 14/03/2023 par la société spécialisée SIPP de Caissargues.</p>
<p>Par courriel en date du 18/04/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les derniers justificatifs des formations des membres de son personnel à la manipulation des moyens de défense contre l'incendie, qui ont été organisées en interne sur le site en dates des 09/01/2023 et 17/04/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Entretien des moyens de secours.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 10.11.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Sur le registre de sécurité présenté à l'inspection, la dernière vérification des extincteurs et des 3 RIA présents sur le site a été réalisée en date du 14/03/2023 par la société spécialisée SIPP de Caissargues, qui a attesté leur conformité et signé le registre. Par courriel en date du 18/04/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection une fiche de contrôle technique du poteau d'incendie communal implanté Avenue Joliot Curie, établie en date du 14/04/2023 par le SDECI de la Ville de Nîmes, attestant que ce poteau délivrait un débit suffisant de 198 m3/heure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Prélèvement et consommation en eaux.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de la ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les besoins en eau potable de l'établissement sont satisfaits à partir de prélèvements effectués sur le réseau d'alimentation en eau potable de la commune de Nîmes. Les quantités d'eau prélevées, sont limitées à environ 100 m3/an, sur le réseau communal. Les installations de prélèvement sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. L'exploitant doit rechercher, par tous les moyens possibles, à limiter sa consommation d'eau, au strict nécessaire, pour le bon fonctionnement de ses installations. Aucune interconnexion ne doit exister entre les réseaux véhiculant des eaux de différentes origines.
Constats : L'exploitant a déclaré qu'il effectue tous les prélèvements d'eau pour son établissement sur le réseau d'alimentation en eau potable de la commune de Nîmes. Il a présenté à l'inspection la dernière facture d'eau reçue pour son établissement, établie en date du 08/02/2023, indiquant une consommation annuelle de 74 m3, soit sous la limite autorisée par l'arrêté préfectoral du 15/02/2012 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

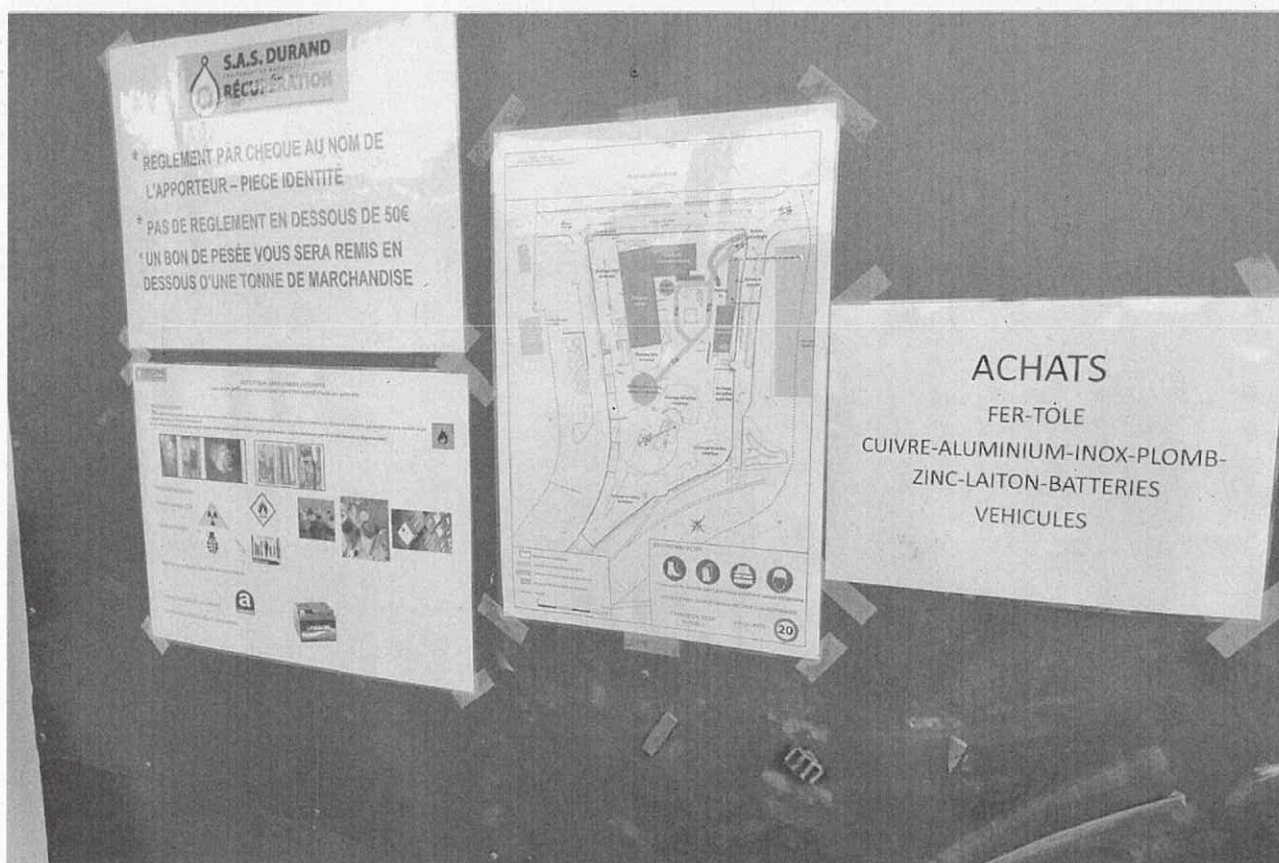
N° 18 : Réseau d'alimentation en eau potable.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2012, article 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de la ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin d'éviter tout retour fortuit d'eaux résiduaires ou de substances indésirables dans le réseau public d'eau potable, la canalisation d'alimentation de toute installation d'utilisation doit comporter un dispositif de coupure ou de protection anti-retour, placé en amont immédiat et cela conformément aux dispositions de l'article 16 du règlement sanitaire départemental.
Constats : Lors de la visite du 20 janvier 2016, l'inspection avait constaté que la canalisation du réseau d'eau potable n'était pas munie, au niveau du dispositif de comptage, d'un disconnecteur permettant de protéger le réseau d'eau potable communal de tout retour fortuit d'eau en provenance du site, ce qui constituait un fait non conforme aux prescriptions de l'article 5.3. de l'arrêté préfectoral du 15 février 2012. Par courriel du 18/04/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection une facture d'intervention sur le réseau, portant notamment sur la mise en place d'un clapet anti-retour, établie en date du 02/03/2017 par le plombier Thierry MARTIAL de Nîmes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DE TRANSFERTS DE POLLUANTS...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. Cette déclaration comprend : -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : En date du 12 avril 2012, l'inspection a constaté que l'exploitant a effectué sa déclaration annuelle en ligne via l'application GEREP, au titre de l'année 2022, des quantités de déchets issus des VHU traités sur son site, mais pas des quantités de métaux ferreux et non ferreux, dont il a réalisé le tri, transit ou regroupement sur son site au cours de l'année 2022. L'exploitant a complété sa déclaration 2022 sur GEREP en date du 25/04/2023 pour ces métaux. Il veillera à effectuer sa déclaration complète chaque année avant le 31/03 au titre de l'année précédente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

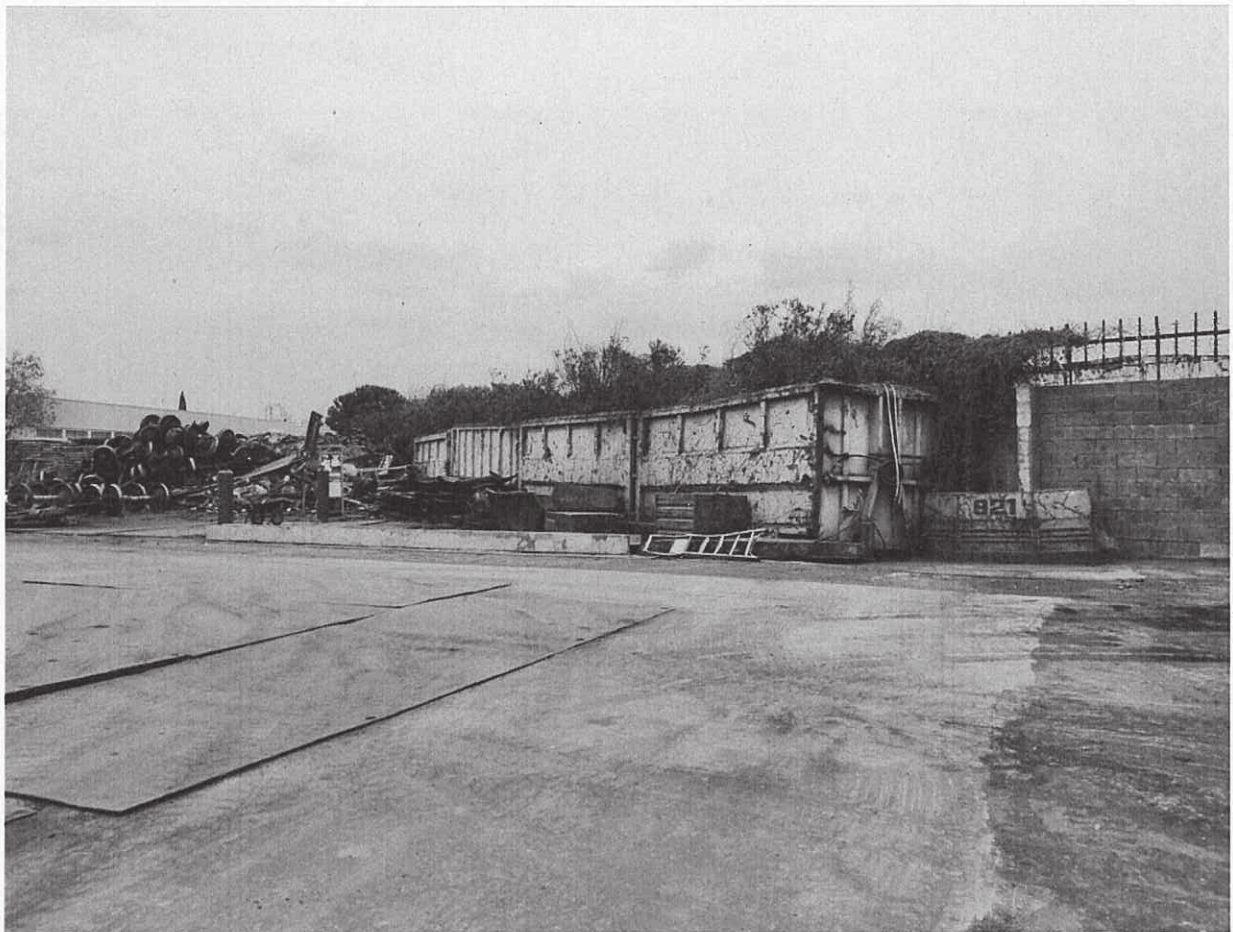
Planche photographique



Déchets admis et refusés



Clôture point bas



Containers et haie



Bassin de rétention eaux d'extinction



Bidon hydrocarbures sans rétention